Document généré le 24 juin 2025 18:27

Sociologie et sociétés

Pouvoir et idéologies dans le développement économique
Power and Ideologies in the Economie Development
Poder e ideologías en el desarrollo económico

Ruth Ann PITTS

Volume 4, numéro 2, novembre 1972

URI : https://id.erudit.org/iderudit/001566ar
DOI : https://doi.org/10.7202/001566ar

Aller au sommaire du numéro

Éditeur(s)

Les Presses de l'Université de Montréal

ISSN

0038-030X (imprimé)
1492-1375 (numérique)

Découvrir la revue

Citer cet article

PITTS, R. A. (1972). Pouvoir et idéologies dans le développement économique. *Sociologie et sociétés*, *4*(2), 233–248. https://doi.org/10.7202/001566ar

Résumé de l'article

Cet article propose une théorie causale du changement social qui déclenche le développement économique. La méthode consiste à comparer ce qui a déterminé le choix entre le pouvoir de l'État ou le pouvoir de classe comme moyen d'accumulation du capital et d'innovation sociale. La comparaison porte sur quatre exemples historiques : Angleterre, Allemagne, Japon et U.R.S.S. L'article conclut que ce sont les idéologies de ceux qui sont au pouvoir qui déterminent si c'est le pouvoir de l'État ou le pouvoir de la classe qui a été utilisé dans ces quatre cas.Toutefois, les idéologies sont considérées comme causales seulement en ce sens qu'elles déterminent laquelle des structures de pouvoir sera utilisée et comment. Le pouvoir de créer ces nouvelles structures nécessaires se trouve dans la monopolisation de la violence légale et dans la propriété des moyens de production par l'État et la classe dominante.

Tous droits réservés © Les Presses de l'Université de Montréal, 1972

Ce document est protégé par la loi sur le droit d'auteur. L'utilisation des services d'Érudit (y compris la reproduction) est assujettie à sa politique d'utilisation que vous pouvez consulter en ligne.

https://apropos.erudit.org/fr/usagers/politique-dutilisation/

Cet article est diffusé et préservé par Érudit.

Érudit est un consortium interuniversitaire sans but lucratif composé de l'Université de Montréal, l'Université Laval et l'Université du Québec à Montréal. Il a pour mission la promotion et la valorisation de la recherche.

https://www.erudit.org/fr/

Pouvoir et idéologies dans le développement économique*

RUTH ANN PITTS

L'ANALYSE STRUCTURO-FONCTIONNALISTE n'est pas une analyse causale dans la mesure où elle ne décrit pas comment se développe une structure particulière remplissant des fonctions générales. L'application que l'on en fait à des théories de développement, ainsi qu'on la trouve dans *The Politics of the Developing Areas* [1] de Almond et Coleman, est une classification pour fin de comparaison beaucoup plus qu'une explication. C'est une contribution d'importance dans la mesure où on souhaite construire une théorie du développement qui soit plus que l'histoire de certains pays pris individuellement, mais qui ne soit pas en même temps un évolutionnisme simpliste. Le fait n'en reste pas moins que les théories du changement social issues du fonctionnalisme, telles que celles de Smelser [2], expliquent comment les structures se maintiennent bien plus qu'elles ne décrivent comment elles sont mises en marche. Le fait qu'une fonction particulière doit être remplie ne nous garantit pas qu'une structure sera créée qui va la remplir. Dans la mesure même où le développement économique implique la création de nouvelles structures, le structuro-fonctionnalisme ne peut pas servir de base à une théorie de

* Cet article a été présenté au Congrès de l'Association canadienne de sociologie et d'anthropologie tenu à Montréal, le 29 mai 1972. Je tiens à remercier MM. Toyomasa Fuse et Jacques Dofny de leurs commentaires.

1. Gabriel A. Almond et James S. Coleman, *The Politics of the Developing Areas*, Princeton, Princeton University Press, 1960.

2. Neil J. Smelser, « Processes of Social Change », *in* Neil J. Smelser, *Sociology : An Introduction*, New York, John Wiley and Sons Inc., 1967.

développement économique. Ceci ne veut pas dire, toutefois, que les avantages de ces classifications comparatives devraient être perdus. Cela veut simplement dire que la théorie doit aller au-delà de cette position.

Cet article se propose d'utiliser un schème de classement structuro-fonctionnaliste pour mettre en lumière le fait qu'un tel processus, requis dans le développement, peut être réalisé par plusieurs structures. Le problème qui se pose est de savoir d'abord comment ces structures apparaissent. Dès qu'il est établi que plusieurs structures peuvent remplir la même fonction requise par le développement, il devient possible de se poser la question : qui ou quoi détermine le choix de telle structure dans tel cas. Si ces déterminants peuvent être généralisés ou s'ils ont quelque chose en commun, alors il est possible de créer une théorie du développement qui soit en effet une théorie du changement social.

Les deux processus indispensables du développement économique qui sont discutés ici, en guise de fonctions, sont l'accumulation du capital et l'innovation sociale. Ces deux points demandent à être développés. L'accumulation du capital entraîne l'achat à un niveau ou l'autre des biens qui sont nécessaires au développement industriel ; c'est-à-dire qu'elle implique l'accumulation de la machinerie, des routes, des chemins de fer, etc. Traditionnellement l'argent ainsi dépensé est considéré comme de l'argent qui n'est pas utilisé à des fins de consommation pour des biens qui serviraient à maintenir ou à améliorer les conditions de vie. Au niveau macro-économique on considère que l'accumulation du capital provient d'investissements par opposition à la consommation ; au niveau micro-économique on considère que l'accumulation provient de l'épargne, forcée ou volontaire, par opposition à cette même consommation. L'innovation sociale implique l'introduction de nouvelles relations de travail par le système de l'entreprise. Traditionnellement on considère que ceci est accompli par les entrepreneurs. On considère que cela implique un risque dans la mesure où l'existence de l'entreprise dépend du marché, que cela implique de l'ascétisme dans la mesure où les profits doivent être réinvestis dans l'entreprise, et que cela implique aussi une orientation vers la réussite, dans la mesure où l'expansion de l'entreprise dépend du travail et de l'ambition. Les deux fonctions sont reliées dans la mesure où les fonds accumulés pour l'investissement doivent être placés dans les mains de l'innovateur si l'on veut que le développement économique se produise.

Afin de voir dans quel sens l'*accumulation du capital* peut impliquer des structures alternatives, il faut s'écarter de l'analyse économique traditionnelle. Les études de revenu comme celles de Le Play, montrent que les groupes à faible revenu ne peuvent pas épargner grand-chose, et que si leur revenu augmentait jusqu'à un certain point leur consommation en augmenterait d'autant. En d'autres mots l'épargne c'est la province du riche. Toutefois, en termes marxistes, les épargnes des riches peuvent être considérées comme provenant d'une épargne forcée des pauvres dans la mesure où elles sont extraites des profits. En effet, les profits, dont les riches tirent leurs épargnes, viennent des bas salaires des travailleurs. Dès lors on peut dire que l'épargne des riches provient de la réduction de la consommation des pauvres, et que ce fait est déterminé par le pouvoir que les riches ont sur les pauvres. On peut donc affirmer que l'accumulation du capital dans le système capitaliste implique le pouvoir d'une classe, celle qui possède les moyens de production, afin de réduire la consommation d'une autre classe,

ceux qui vendent leur travail. La structure nécessaire à l'accumulation du capital est donc le pouvoir d'amener la masse de la population à réduire sa consommation.

Dès que la base structurelle de l'accumulation du capital est perçue comme le pouvoir de réduire la consommation, l'analyse peut s'étendre au-delà du capitalisme. Dans le capitalisme, la structure nécessaire à l'accumulation du capital, c'est celle d'une classe ; dans les pays socialistes, les profits sont aussi réinvestis dans l'économie, mais la base du pouvoir qui permet de réduire les salaires est le pouvoir de l'État et non plus le pouvoir d'une classe. Remarquons que dans les deux types d'économie les taxes peuvent être utilisées pour accumuler le capital. À nouveau, dans ces cas, le pouvoir de réduire la consommation dépend du pouvoir de l'État.

Il y a par conséquent trois types structurels de base, impliquant chacun un pouvoir de réduire la consommation et permettant l'accumulation capitaliste :
a) une classe détient le pouvoir de déterminer le niveau des salaires de la classe laborieuse, pouvoir qui est basé sur la propriété des moyens de production, qu'il s'agisse de la terre, des machines, des bateaux, ou simplement du crédit, etc. ;
b) l'État a le pouvoir de réduire les salaires de la classe ouvrière du fait que c'est lui qui possède les moyens de production ;
c) l'État a le pouvoir de réduire la consommation de toutes les classes dans la société par le moyen de son système de taxation.

La *fonction d'innovation sociale* implique aussi un jeu de pouvoir. Pour que les ouvriers travaillent selon les nouvelles méthodes, l'entrepreneur doit pouvoir exercer son pouvoir. Ceci est également vrai du directeur d'une entreprise, propriété de l'État. Que l'entreprise soit propriété de l'État ou non, le pouvoir du directeur est fondé sur la même base : le travailleur doit vendre son travail pour vivre. La structure de base nécessaire à l'innovation dans le travail est donc essentiellement celle de l'entreprise, qu'elle soit propriété de l'État ou propriété privée. Ceci tient à ce que le système d'entreprise implique que le travailleur ne possède pas lui-même les moyens de production. Cependant, dans la mesure où ce pouvoir est légitimé, il y a une différence selon que l'entreprise est propriété d'État ou propriété privée. Dans l'entreprise privée, le pouvoir de l'entrepreneur est légitimé par des mythes qui justifient la structure de classe. Dans l'entreprise d'État, le pouvoir du directeur est légitimé par des mythes qui justifient le pouvoir de l'État.

Les structures alternatives qui s'offrent en vue d'accumuler du capital ou d'innover, tournent donc autour des concepts de classe et d'État. Sont-elles pour autant les mêmes ? Dans l'un et l'autre cas, l'entreprise industrielle accumule du capital en réduisant les salaires. Toutefois la richesse peut aussi être accumulée par une classe supérieure par d'autres façons, par exemple, le commerce ou la rente. Pour que cette richesse soit placée dans les mains des innovateurs, d'autres structures telles que les banques, sont nécessaires. Par conséquent le pouvoir de classe qui est impliqué dans l'accumulation du capital est plus extensif que celui de l'entreprise ; il permet de créer des structures susceptibles de transformer la richesse en capital. D'une façon semblable, dans l'économie monopolisée par l'État, tout le capital ne vient pas du profit réalisé par les entreprises d'État, mais quelques profits viennent de la taxation, de façon telle que la structure de l'État qui coiffe la structure de l'entreprise est indispensable.

La méthode d'analyse que nous proposons ici est de se demander, dans le cas de plusieurs pays, lesquelles de ces structures alternatives ont été utilisées en vue d'accumuler du capital et d'innover durant la période du développement économique. Par conséquent, nous devons déterminer si le capital a été accumulé par les entreprises privées ou d'État, ou par la taxation. Nous devons déterminer si l'introduction de nouvelles techniques de production, à l'intérieur de l'entreprise, était justifiée par les mythes d'une classe ou par ceux de l'État, ou par une combinaison des deux. Par hypothèse, lorsque nous serons arrivés à déterminer pourquoi une de ces alternatives a été choisie nous aurons la clé du processus du changement social. Ce qui aura déterminé le choix sera la cause de la structure subséquente.

*

* *

Les pays qui ont été choisis, aux fins de cette analyse, sont l'Angleterre, l'Allemagne, le Japon et la Russie. On les a choisis parce qu'ils se sont tous développés avec relativement peu de capital étranger. Par conséquent, la fonction d'accumulation du capital peut être plus facilement isolée. On a aussi délibérément choisi des pays développés afin d'examiner les processus de développement réussis. Le changement social est celui du développement industriel ; cependant, la méthode utilisée indique bien que ceci ne se passe pas selon un modèle unique d'évolution.

Au début, en *Angleterre,* la richesse accumulée par des propriétaires terriens et par des marchands ne se trouvait pas dans les mains des innovateurs industriels. Ceux-ci commencèrent leurs entreprises avec leurs propres épargnes et avec celles de leurs amis ou de leurs parents. Plus tard, leurs entreprises se développèrent par un système de réinvestissement de leurs profits. Par conséquent, l'accumulation du capital en Angleterre s'est située presque exclusivement dans des entreprises privées [3]. Il y a quelques controverses quant à l'étendue du rôle joué par les banques dans la conversion de la richesse commerciale des propriétaires terriens en capital industriel. Mathias pense qu'en fait ceci a eu lieu plus souvent qu'on ne l'a supposé, et que par conséquent la révolution industrielle anglaise a été d'une certaine façon financée par la révolution agricole [4]. Quoi qu'il en soit, il est clair que le pouvoir, sur lequel l'accumulation du capital était basée, était le pouvoir d'une classe plutôt que le pouvoir de l'État.

Nous avons à déterminer pourquoi telle structure particulière s'est développée. Est-ce que l'accumulation du capital par l'État était pensable en Angleterre en 1766, au moment où Adam Smith écrivait *The Wealth of Nations,* et dans les années qui suivirent ? Alors qu'en France, le centralisme colbertien favorisait la création d'entreprises d'État, le système de la monarchie parlementaire britannique n'y poussait pas. Des mécanismes n'en existaient pas moins par lesquels le gouvernement aurait pu influencer le marché du capital s'il avait voulu accumuler ce capital par la taxation. La Banque d'Angleterre était une banque privée qui effectuait le travail bancaire du gouvernement. Comme telle, elle avait donc de larges réserves de capitaux qu'elle aurait pu prêter à des individus privés [5], les

3. Phyllis Deane, *The First Industrial Revolution,* Cambridge, Cambridge University Press, 1967, p. 164.
4. Peter Mathias, *The First Industrial Nation,* New York, Charles Scribners and Sons, 1969, p. 177.
5. *Ibid.,* p. 166.

marchands opérant à court terme. Cependant, si le gouvernement l'eût désiré, il aurait pu placer de l'argent dans des entreprises en voie de croissance. Il avait seulement besoin d'utiliser la Banque d'Angleterre comme intermédiaire par lequel les fonds, levés par taxation, eussent été dirigés vers l'entrepreneur.

L'Angleterre n'utilisa pas ces techniques, en partie, parce qu'elle était la première nation à s'industrialiser : les avantages de type nationaliste dont peut bénéficier une nation industrielle n'étaient pas évidents. Mais une autre raison réside dans l'idéologie libérale de l'époque. Cette idéologie s'était précisément développée en vue de libérer l'entreprise des contraintes de l'intervention gouvernementale, séquelles du mercantilisme. On faisait valoir que le bien-être général de la nation grandirait si chacun poursuivait son propre intérêt. Ce n'est donc pas que l'intervention de l'État ne se soit fait aucunement sentir, mais bien que cette intervention visait à assurer une compétition égale entre ceux qui poursuivaient leur bénéfice personnel. C'est le sens du *Bubble Act* (1720) qui interdisait la constitution de sociétés par actions de plus de six actionnaires. Ashton considérait que cet *Act* avait fait obstacle pendant plus de cent ans au développement des grandes manufactures [6] ; la même constatation était faite par Mantoux.

Spécifiquement, en ce qui concernait l'accumulation du capital, on disait que l'épargne était le résultat de la recherche du profit, dans la mesure où ces profits, réinvestis, bénéficiaient à l'ensemble de la nation : ils créaient des emplois pour les travailleurs ; ceux-ci, non seulement pouvaient ainsi subvenir à leurs propres besoins, mais produisaient un profit s'ajoutant au stock de la richesse nationale. Ainsi que le dit Adam Smith dans *The Wealth of Nations* [7] : « La partie qu'il [l'homme riche] épargne annuellement, et qu'il utilise immédiatement comme capital en vue d'un profit, est utilisée de la même manière, et presque en même temps, par d'autres : les travailleurs, les manufacturiers, les artisans qui reproduisent avec profit la valeur du capital utilisé. »

Ce passage manifeste l'idéologie de classe, qui justifie l'accumulation du capital par les entreprises privées. Cette même idéologie de classe était étendue à la justification du pouvoir de l'entrepreneur dont dépendait l'innovation sociale. Bendix a démontré que les relations de classe traditionnelles, dans lesquelles la classe supérieure se croit responsable des conditions des pauvres, avaient disparu depuis longtemps en Angleterre, et que l'absence de responsabilité des riches à l'égard des pauvres avait été rationalisée par des auteurs, tel Malthus, qui faisaient valoir que les pauvres étaient responsables de leur propre misère. Il décrit aussi comment de nouvelles relations de classes furent instituées par la suite : le pauvre doit être responsable de lui-même et doit travailler dur pour grimper dans la structure de classes, ainsi que l'a fait avant lui la classe moyenne [8]. Ceci voulait dire que les relations de classes devenaient des relations contractuelles entre des agents libres. Ce qui était impliqué cependant, c'était l'extension à la classe inférieure de l'obligation pour chacun de travailler à son propre mieux-être ; c'est-à-dire une extension aux pauvres de l'idéologie que les entrepreneurs utilisaient pour justifier leurs propres positions d'autorité.

6. Deane, *The First Industrial Revolution*, p. 204.
7. Cité par G. S. L. Tucker, *Progress and Profits in British Economic Thought 1650-1850*, Cambridge, Cambridge University Press, 1960, p. 58.
8. Reinhard Bendix, *Work and Authority in Industry*, New York, Harper Torchbooks, 1963, p. 99-116.

Nous en arrivons à la conclusion que l'accumulation du capital cadre facilement avec le pouvoir de la structure de classes en Angleterre, non parce que les mécanismes de l'accumulation par l'État faisaient défaut, mais à cause de l'idéologie libérale : la nation sera au mieux servie si chacun poursuit son propre bénéfice indépendamment d'une intervention de l'État. Vu que l'industrialisation était réalisée par l'entreprise privée, le pouvoir de l'entrepreneur d'innover dans les relations sociales était justifié par son idéologie de classe. Celle-ci était l'extension à la classe inférieure des idéologies que l'entrepreneur utilisait pour justifier sa propre position.

*

* *

En *Allemagne* l'accumulation du capital fut initialement l'œuvre de l'entreprise privée. Cependant l'unité de base pour l'accumulation du capital n'était pas l'entreprise individuelle mais le cartel et les sociétés par actions. Dans la première moitié du XIXe siècle, une bonne part du capital accumulé dans les banques, et particulièrement dans la Banque de Prusse, venait de l'exportation des produits agricoles. Les banques investissaient ce capital dans la création d'entreprises [9]. Le capital était aussi obtenu par l'émission d'actions, à la fois par les banques et par les entreprises elles-mêmes. Dans la mesure où l'industrialisation se développa, les banques devinrent plus profondément impliquées dans l'administration de l'industrie : elles demandaient en effet à ceux qui ouvraient des comptes courants ou d'épargne et qui voulaient investir, de le faire par l'intermédiaire de la banque elle-même. Ceci permettait à la banque d'agir en tant que leur représentant. C'est en partie par ces activités que les grands trusts, caractéristiques de l'industrialisation allemande, furent créés.

Le pouvoir exercé sur les pauvres et sur lequel s'appuyait l'accumulation du capital n'était pas seulement le pouvoir de l'entreprise mais aussi celui d'une classe riche comprenant surtout des propriétaires terriens. Leurs richesses accumulées étaient transformées en capital par la croissance de structures intermédiaires, les banques, et cette croissance à son tour entraîna la concentration des entreprises qui a été la caractéristique de l'industrialisation allemande. Cette croissance de structures intermédiaires était due au fait que la société par actions n'était pas prohibée comme elle l'avait été initialement en Angleterre. Dans la plupart des pays d'Europe, vers les années 1880 et 1890, ce genre de société n'était plus illégal.

À nouveau le problème se pose de déterminer quelles possibilités existaient en ce qui concerne l'accumulation du capital. Alors que l'industrialisation n'a pas été l'initiative de l'État en Allemagne, très rapidement néanmoins celui-ci étendit son contrôle sur cette industrialisation. Après la guerre franco-prussienne, la Banque de Prusse devient la Reichsbank. Elle devient la banque des banques industrielles [10]. Dans ce cas, l'État influença l'accumulation du capital. Rapidement, ensuite, l'État prit le contrôle des chemins de fer. Par ce contrôle des taux de transport ferroviaire et par sa politique bancaire, l'État se trouvait en position d'exclure la compétition étrangère et de protéger la croissance des trusts. Jusqu'au moment de la Première Guerre mondiale, sous cette protection, le capitalisme privé con-

9. W. F. Bruck, *Social and Economic History of Germany from William II to Hitler 1888-1938*, New York, Russell and Russell Inc., 1962, p. 82.

10. *Ibid.*, p. 88.

serva cependant un statut relativement sans restriction. En 1919, avec les « lois de socialisation », beaucoup de ces trusts, quoique toujours dans les mains d'entrepreneurs indépendants, se trouvèrent placés sous un certain contrôle de l'État. On peut dire que le contrôle de l'industrie par l'État ne fut pas absent en Allemagne, même si les structures qui présidèrent au développement initial étaient privées.

L'accumulation du capital initial en Allemagne par l'entreprise privée, peut être attribuée à l'ascendant temporaire de l'école libérale de Manchester, ascendant démontré par l'alliance de Bismarck et des libéraux nationaux. L'accroissement subséquent du contrôle de l'État dans la protection des cartels, de même que dans l'exportation des grains peut être considéré comme le résultat de la perte du pouvoir des libéraux nationaux, bien que les penseurs libéraux restèrent des critiques importants de la politique impériale et que les idées libérales s'affirmèrent à nouveau brièvement sous le chancelier Caprivi (1890-1894).

Les idées en concurrence avec le libéralisme criaient à l'immoralité de la poursuite honteuse du gain, glorifiaient par comparaison la moralité d'une société agricole et prédisaient la viabilité de ces sociétés agricoles dans l'avenir [11]. L'expression politique de ces idées partagées par von Bülow, était de protéger le pouvoir des junkers par des barrières tarifaires [12]. Le contrôle de l'État était par conséquent un contrôle qui visait à protéger une société agricole. Cependant, dans la mesure où les grands entrepreneurs se mirent d'accord avec les junkers et leur permirent de maintenir ce contrôle, tout en demandant des concessions au gouvernement [13], la protection de l'État se trouvait, du même coup, étendue à la grande entreprise. Le contrôle étatique exercé par le gouvernement était influencé par la relative absence de pouvoir de ceux qui supportaient des idées libérales, et par l'idéologie de l'interventionnisme de ceux qui étaient au pouvoir.

Dans la mesure où les entreprises étaient privées en Allemagne, le pouvoir d'introduire de nouvelles techniques était de nouveau celui d'une classe. Cependant, du fait que les idées libérales ne gagnèrent jamais un ascendant politique permanent, l'idéologie de classe du libéralisme ne fut pas utilisée avec succès pour légitimer le pouvoir d'une classe d'entrepreneurs. Face au pouvoir montant de la social-démocratie parmi les travailleurs, Bismarck s'efforça de maintenir la loyauté des travailleurs à l'égard de l'État par une législation sociale. Bien que cette tactique de Bismarck ne fût pas basée sur des convictions, elle était cependant en plein accord avec l'idéologie de l'époque qui s'accordait avec la critique conservatrice de l'immoralité de la poursuite du gain. Comme le dit Gustave Schmoller, dans *la Question sociale et l'État prussien* (1874) :

> Le clou enfoncé dans le cercueil de la distribution de la propriété est la diffusion de la conviction que les moyens répréhensibles de faire des profits sont en train de devenir prédominants...
>
> Le spectacle moral présenté par beaucoup de spéculateurs, qui deviennent riches en une seule nuit, ne me semble en aucune façon différent de celui que présentent beaucoup d'ouvriers qui dépensent en boisson leurs salaires plus élevés...

11. Kenneth D. Barkin, *The Controversy over German Industrialization 1890-1902*, Chicago, The University of Chicago Press, 1970, p. 131-185.

12. *Ibid.*, p. 211-252.

13. *Ibid.*, p. 276.

> Les dangers sociaux de l'avenir peuvent être évités seulement par un seul moyen : [...] une initiative déterminée visant un grand ensemble de législation sociale, et un attachement sans faille à cette idée, pendant une ou deux générations... [14]

Il est clair toutefois que cette idéologie et la législation sociale qui l'accompagne n'étaient pas suffisantes pour légitimer le pouvoir de la classe industrielle, puisque la social-démocratie continuait à recruter des adhérents dans la classe ouvrière.

Ainsi, le contrôle de l'État fut étendu à l'industrie, en Allemagne, en partie parce que les tenants des idées libérales ne réussirent pas à gagner un pouvoir permanent. L'idéologie qui justifiait la protection par l'État de l'agriculture qui, à cette époque, gardait encore une importance primordiale a permis aux trusts de connaître une croissance sans restriction et même de l'accomplir sous protection dans la mesure où les grands industriels furent capables d'obtenir des concessions de l'empereur et de la bureaucratie. Cette idéologie conservatrice ne se montra pas capable de donner au pouvoir des industriels sa légitimité, de façon telle que l'introduction du système de l'entreprise entraîna une radicalisation progressive des travailleurs.

*

* *

Au *Japon,* l'accumulation du capital fut réalisée au départ par l'État. Celui-ci maintint la consommation des paysans à un niveau constant, en dépit d'une production agricole croissante, par une taxe sur la propriété terrienne [15]. Cet argent, avec l'aide de la machine à imprimer les billets, fut donc utilisé pour soutenir les entreprises et les banques financées par le gouvernement. Cependant, après cette période initiale, l'accumulation privée du capital devint aussi importante. C'est seulement à cette époque que le capital accumulé par les marchands fut mis au service des entreprises. De nombreuses industries gouvernementales furent vendues à des entrepreneurs privés et quelques industries seulement, particulièrement dans le textile, démarrèrent indépendamment [16]. Les profits de ces industries furent d'abord si faibles que l'accumulation du capital ne vint pas du pouvoir de l'entreprise de payer un bas salaire (bien qu'elle le fit), mais elle vint plutôt du pouvoir de la classe riche en général. Le financement se fit largement à travers les sociétés par actions et à travers les banques.

De nouveau notre problème réapparaît, celui de déterminer pourquoi l'alternative qui fut choisie au départ fut l'accumulation du capital par l'État et, ensuite, l'accumulation du capital par le secteur privé. Il semblerait faux de dire que l'accumulation initiale du capital dût être réalisée par l'État du fait de l'absence d'une classe d'entrepreneurs. En fait, une telle classe vit bientôt le jour. Il est vrai que cette classe grandit inspirée par l'idéologie nationaliste. Cependant, cette idéologie aurait pu faire appel simplement à l'accumulation du capital privé, si elle l'avait réellement additionnée de libéralisme. Il semble plutôt que l'accu-

14. Cité par Walter M. Simon, *Germany in the Age of Bismarck,* Londres, George Allen and Unwin Ltd., 1968, p. 188-191.

15. Harry T. Oshima, « Meiji Fiscal Policy and Economic Progress », *in* William W. Lockwood, *The State and Economic Enterprise in Japan,* Princeton, Princeton University Press, 1965, p. 325-352.

16. Henry Rosovsky, *Capital Formation in Japan 1868-1940,* New York, The Free Press of Glencoe, 1961.

mulation première du capital a été réalisée par l'État parce que l'idéologie nationaliste trouvait son origine au Japon. La restauration Meiji avait été réalisée avec l'ambition de porter le Japon à un niveau de parité économique avec l'Ouest.

La poussée vers la modernisation vint donc d'abord de l'État de sorte qu'il n'est pas surprenant que ce soit lui qui ait d'abord réalisé l'accumulation du capital, et que ce soit lui aussi qui ait créé une idéologie de l'entreprise. Cette idéologie ne fut jamais une idéologie de libéralisme. C'était plutôt l'idée que l'entrepreneur avait le devoir de créer des industries appelées à accroître le pouvoir du Japon. « Le daimyō de Geishu [idéologue de l'aristocratie] a proclamé que c'est le devoir de la noblesse de servir son pays en établissant des entreprises [17]. » L'accent est mis sur le service de l'État plutôt que sur l'individualisme. En effet, l'accumulation du capital privé n'est pas dû à la croissance des idées libérales, mais simplement à la nécessité d'équilibrer le budget. Cependant, le capital privé n'aurait pas grandi sans le succès de l'idéologie nationaliste, forçant ainsi la contribution de la classe riche aux entreprises industrielles.

Dans la mesure où un grand nombre d'entreprises devinrent privées, le pouvoir d'innovation de l'entrepreneur était basé sur un pouvoir de classe. Ici cependant, la relation traditionnelle de classe ne se transforma jamais en une relation anonyme d'« employeur-employé » avec le processus d'embauche et de licenciement selon les impératifs de la rationalité économique. Bien plutôt, une fois que le travailleur était employé, la relation employeur-employé, devenait une relation de responsabilité mutuelle supportée par une pseudo-relation de parenté [18]. Hirschmeier suggère que c'est le résultat d'une idéologie d'entrepreneurs qui ne fut jamais une idéologie individualisante mais plutôt une idéologie de subordination au bien commun [19]. On peut suggérer que le fait que l'entrepreneur ait continué à vivre selon le noble précepte du devoir à accomplir, a contribué à maintenir son sens de sa responsabilité à l'égard de l'ouvrier. Par conséquent, il n'y a jamais eu une rupture dans la légitimité du pouvoir de la classe supérieure, et ce pouvoir fut utilisé pour créer des entreprises.

L'accumulation du capital a donc été entreprise à la fois par l'État et les classes riches au Japon parce que l'idéologie nationaliste qui exigeait le développement fut l'initiative de l'État. Mais cette leçon fut fort bien retenue par les entrepreneurs. Du fait que l'idéologie mettait l'accent sur le devoir de créer des entreprises, afin de renforcer le pouvoir de la nation plutôt que de les créer en poursuivant un bénéfice personnel, les relations traditionnelles de classe légitimèrent le pouvoir des entrepreneurs dans l'entreprise.

*

* *

En *Union soviétique,* bien qu'il soit très connu que le capital fut accumulé en grande partie par l'État, il est cependant utile de différencier les groupes dont furent tirés ces surplus, dans les différentes périodes d'industrialisation. Au cours de la N.E.P. (1921), la plupart des investissements en capital vinrent de l'État et furent dispensés à l'industrie sous forme de crédits provenant de la Gosbank ;

17. Johannes Hirschmeier, *The Origins of Entrepreneurship in Meiji Japan,* Cambridge, Harvard University Press, 1964, p. 209.
18. James Abegglen, *The Japanese Factory,* Glencoe, The Free Press, 1958.
19. Hirschmeier, *The Origins of Entrepreneurship in Meiji Japan,* p. 205.

la plus grande partie de ces revenus provenait de la taxation. L'industrie lourde et le commerce de gros étaient entièrement sous contrôle de l'État. La structure de l'entreprise n'était pas sans importance dans le prélèvement des fonds d'investissement. Les rentrées fiscales venaient en partie (19 % du budget en 1929) de l'industrie contrôlée par l'État et des secteurs restés privés (principalement commerce de détail, artisanat, et une partie du secteur manufacturier) [20]. Ces entreprises faisaient des profits relativement satisfaisants en fixant des prix élevés et en payant des bas salaires. Le pouvoir de l'entreprise, de payer des salaires relativement bas, réduisait par conséquent la consommation des travailleurs ce qui créait des profits taxables.

À la fin de la N.E.P. (1928), le fardeau de l'accumulation du capital passa plus clairement sur les épaules des paysans. Bien que les revenus de l'État continuassent à être prélevés en partie sur les profits des entreprises de l'État, et que par conséquent il dépendait du pouvoir de l'entreprise de déterminer les salaires, les salaires industriels étaient relativement élevés par comparaison à ce que les paysans retiraient comme bénéfice de leur travail [21]. En effet, par la collectivisation et par le contrôle des prix, l'État déterminait le prix payé aux paysans pour leurs produits, par ailleurs souvent réquisitionnés, prix qui, de toute façon, était relativement bas. Ceci voulait dire que les paysans payaient le prix fort pour les produits industriels, alors qu'ils recevaient peu en échange de leur propre production. Cela voulait dire aussi que l'État avait trouvé une nouvelle forme de revenus dans la vente des produits agricoles. Par conséquent, dans une économie planifiée, l'État dispose non seulement des ressources de l'entreprise et de la taxation, mais aussi il en retire, par sa capacité de fixer les prix, la possibilité de déterminer quel type de consommation il veut réduire.

Le problème se pose donc toujours de déterminer dans quelle mesure existait, en Union soviétique, une alternative dans le choix des structures en vue de l'accumulation du capital. Il est permis de penser que le capital aurait pu être accumulé par des moyens privés dans la mesure où, pendant la N.E.P., l'entreprise privée aurait pu constituer un des moyens de produire un surplus d'investissement. Ici encore la décision d'accumuler du capital par d'autres moyens semble reposer en partie sur l'idéologie de ceux qui détiennent le pouvoir. La fin de la N.E.P. fut déterminée par une crise. Les paysans retenaient leurs grains parce que les prix des biens industriels contre lesquels ils devaient les échanger étaient trop élevés. En plus, les salaires des travailleurs étaient maintenus à un bas niveau [22]. Cependant, la solution de la collectivisation et de la planification vint du choix idéologique de Staline et non d'un impératif économique. Boukharine s'était fait l'avocat de l'idée que la N.E.P. soit prolongée afin de conserver le support volontaire de la paysannerie à l'égard du régime, support qui provenait en grande partie du fait qu'on avait laissé aux paysans la propriété d'une partie de leurs terres. Précédemment au cours d'une crise d'approvisionnement (la crise des ciseaux) sa ligne de conduite avait été suivie : le différentiel dans les prix était réglé par une politique

20. E. H. Carr et R. W. Davies, *Foundations of a Planned Economy*, Londres, Macmillan, 1969.

21. *Ibid.*

22. Alec Nove, *An Economic History of the U.S.S.R.*, Londres, Allen Lane, The Penguin Press, 1969.

monétaire. Pendant cette crise Preobrazhensky soutenait la politique du maintien du différentiel des prix, tout en accroissant un contrôle sur l'économie, comme un moyen d'accumuler le capital afin que les travailleurs ne soient pas les principaux payeurs de cette accumulation. Avec la collectivisation, Staline adopta cette idéologie et il la porta au-delà de son aboutissement logique par le recours à la force [23]. Cette solution se trouvait jusqu'à un certain point préparée par l'idéologie marxiste-léniniste qui présentait l'État comme la dictature du prolétariat, bien que Lénine ait lui-même poussé à l'alliance entre la paysannerie et le prolétariat.

Le pouvoir d'innover dépendait du pouvoir de l'entreprise privée et des entreprises socialisées, durant la période de la N.E.P., et du pouvoir de l'État, dans la période subséquente. L'idéologie de la Révolution venait contrecarrer la légitimation du pouvoir des tenants de la N.E.P. dans la mesure où elle était appelée à renverser la classe bourgeoise. En effet, durant la N.E.P. les syndicats se plaignaient constamment que les conditions n'étaient pas meilleures que dans la Russie tsariste, et les travailleurs manifestaient un mécontentement croissant. Le pouvoir de la classe, issue de la N.E.P., ne trouvait donc pas de légitimation du fait que l'idéologie dominante s'y opposait. Bendix a analysé les moyens par lesquels le pouvoir des directeurs était légitimé dans l'entreprise d'État [24]. Le directeur a le pouvoir d'innover dans la mesure où il a la responsabilité de l'entreprise. Cependant, il est constamment supervisé par les membres du Parti qui sont théoriquement les représentants des travailleurs. Ceux-ci sont encouragés par le Parti à critiquer le directeur. Mais en même temps que le Parti encourage les travailleurs à contrôler le directeur, il contrôle les travailleurs afin de les encourager eux-mêmes à se conformer à la nouvelle production. Ce double rôle de représentation et de contrôle peut être assuré par le Parti parce qu'il est supposé être l'avant-garde du prolétariat, et parce que, effectivement, celui-ci y est bien représenté. De cette façon, l'idéologie marxiste-léniniste semble avoir légitimé le pouvoir du directeur d'innover, en dépit du fait que cela constitue un appel à un accroissement des relations d'autorité à l'intérieur de l'entreprise...

Par conséquent, le poids de l'accumulation du capital, en Russie soviétique, reposait principalement sur les épaules des ouvriers ou sur celles des paysans, selon le taux des prix déterminés par le marché économique du pays. Ce choix, de faire passer le fardeau de l'accumulation du capital des ouvriers aux paysans, tel qu'il se reflète dans la collectivisation et dans le premier plan quinquennal, fut mis en application d'après l'idéologie de l'« accumulation socialiste ». De plus, il était partiellement soutenu et déterminé par la crainte que la propriété privée, parmi les paysans, pourrait ramener le capitalisme et les distinctions de classe. Ce rejet général de la classe, basée sur la propriété privée, fut donc utilisé en vue de justifier les relations d'autorité à l'intérieur de l'entreprise, en permettant au Parti, qui représentait l'avant-garde du prolétariat, de contrôler le directeur et les travailleurs. C'est ainsi que la structure de l'entreprise, sur laquelle l'innovation repose, et la réduction de la consommation sur laquelle repose aussi l'accumulation du capital, se retrouvent en Union soviétique. Cependant, l'idéologie de

23. Alec Nove, *An Economic History of the U.S.S.R.*
24. Reinhard Bendix, *Nation-building and Citizenship*, New York, John Wiley and Sons, 1964, p. 145-175.

la dictature du prolétariat indique qu'innovation et accumulation y étaient légitimées différemment.

*

* *

La méthode proposée dans cet essai consiste à trouver ce qui détermine le choix des structures afin de promouvoir une théorie de changement social plus dynamique. Si on se reporte aux analyses précédentes, ce qui déterminerait le choix d'une structure particulière serait l'idéologie de ceux qui ont le pouvoir. Ceci n'est pas simplement une idéologie dominante mais plus spécifiquement l'idéologie de ceux qui détiennent le pouvoir. Ainsi en Angleterre, les idées libérales furent déterminantes dans le choix selon lequel le capital serait accumulé par les individus. Elles s'institutionnalisèrent dans le *Bubble Act*. En Allemagne, le degré de l'intervention de l'État varia avec l'idéologie de ceux qui étaient au pouvoir. Au Japon, le capital fut d'abord accumulé par l'État, parce que l'industrialisation appartenait à une idéologie nationaliste soutenue principalement par ceux qui étaient les instigateurs de la réforme Meiji. En Russie, la décision de commencer l'accumulation du capital, à partir des ressources des paysans par le moyen de la réquisition et du contrôle des prix, était basée sur le fait que Staline épousait l'idéologie de l'accumulation socialiste.

En un sens il n'est pas surprenant de conclure que le choix des structures privées ou publiques fut déterminé par l'idéologie de ceux qui détenaient le pouvoir. Après tout, nous discutons du degré d'intervention de l'État dans l'économie. Il est logique d'assumer que la question de savoir si l'État interviendra dépend de l'idéologie de ceux qui dirigent cet État. La conclusion est intéressante à cause du commentaire qu'elle constitue des théories marxistes et fonctionnalistes. Cette conclusion tend à invalider la théorie marxiste que l'État et l'idéologie sont purement des super-structures dans la mesure où les décisions politiques déterminent la nature de la structure sociale qui accomplit les fonctions économiques et que ces décisions sont prises selon les idéologies qui varient avec l'histoire des pays, même si elles traitent de l'industrialisation. Cependant, le déterminisme fondamental de l'économie, proposé dans le marxisme, est en partie démontré en ce sens que toutes ces idéologies et ces décisions politiques, y compris celles qui furent prises en Russie, doivent permettre de construire des structures qui accomplissent ces fonctions nécessaires au développement économique, nommément l'accumulation du capital et l'innovation.

Ceci ne veut pas dire que notre théorie vient appuyer le fonctionnalisme en tant que tel. Bien qu'il soit vrai que les fonctions de l'accumulation du capital et de l'innovation sociale sont nécessaires au développement et que les décisions politiques ont été prises dans les quatre cas étudiés pour créer les structures en vue de remplir ces fonctions, il n'y avait rien dans les exigences du fonctionnement qui imposait que de telles structures soient créées. Nous avons pris des cas où le développement économique a été réussi, mais il y a plusieurs pays où le développement économique ne s'est pas fait, bien que le besoin d'accumulation du capital et d'innovation sociale ait été présent. Il n'y a rien dans l'existence des besoins qui fasse naître les structures.

Cette méthode essaye d'aller au-delà du fonctionnalisme par le développement d'une théorie causale. Elle propose que ce qui a déterminé qu'une structure

se soit développée plutôt qu'une autre soit la cause de cette structure. L'accumulation et l'innovation se réalisent par deux structures du pouvoir : celui d'une classe ou celui de l'État. C'est l'idéologie de ceux qui détiennent ce pouvoir qui détermine ce choix. Et c'est cette même idéologie qui influencera l'évolution de la structure choisie. On peut donc dire que les idéologies sont les causes des structures qui accumulent le capital. Lorsque ni l'une ni l'autre de ces idéologies n'apparaît, il n'y a pas de développement industriel. Notre proposition est-elle confirmée par les exemples choisis ? Dans quelle mesure les idéologies de ceux qui sont au pouvoir peuvent-elles engendrer des structures sur lesquelles l'accumulation du capital et l'innovation trouvent une base ? Dans le cas de structures développées par l'État pour l'accumulation du capital, le rôle initiateur de l'idéologie semble clair. Sans une idéologie de l'industrialisation nationaliste l'État japonais n'aurait pas encouragé les samuraïs à créer les sociétés par actions. Les idéologies ont donc été décisives dans le choix par l'État d'utiliser son pouvoir pour accumuler le capital. Sans l'idéologie de l'accumulation socialiste Staline n'aurait pas entrepris la collectivisation. Cependant, dans ce cas, il est aussi évident que l'idéologie de l'industrialisation ne crée pas le pouvoir de l'État tout en déterminant sa direction. Donc, si les idéologies sont génératrices de structures particulières, permettant l'accumulation du capital, elles n'engendrent pas par elles-mêmes le pouvoir de les créer.

Dans le cas des structures créées par le secteur privé, la situation est moins claire. En Angleterre et en Allemagne, l'idéologie du libéralisme étendit son influence sur l'État après que le capital eut été accumulé. La question reste à savoir jusqu'à quel point cette idéologie était cependant répandue parmi ceux qui créaient des entreprises privées. Il paraît logique d'assumer que la doctrine d'Adam Smith, selon laquelle l'épargne et son réinvestissement dans l'entreprise vont contribuer largement à la croissance de la nation, a encouragé ce comportement en le rendant moral. Cependant, il doit être établi que le pouvoir de l'entrepreneur de payer des bas salaires était antérieur à la création des entreprises car il se trouvait dans un système de relations de classes dégénérées à la fin de la période féodale, et il profitait du besoin qu'avaient les travailleurs de vendre leur travail pour vivre. De nouveau le pouvoir de la classe dominante était antérieur à l'accumulation du capital et les idéologies ont seulement déterminé dans quel sens il serait employé. Donc le pouvoir nécessaire à la création de structures, en vue de l'accumulation du capital et l'innovation, n'est pas créé par les idéologies de l'industrialisation bien qu'elles déterminent la direction que ces structures prendront.

L'idéologie de l'industrialisation sera l'idéologie sur laquelle l'agent industrialisateur s'efforce de légitimer son pouvoir. Comme Bendix l'a souligné, la légitimation implique un argument qui transforme la capacité en droit [25]. Dans le cas de l'Angleterre, le pouvoir de l'entrepreneur fut légitimé par l'extension à la classe ouvrière des arguments mêmes qui dirigeaient l'effort des entrepreneurs industrialisateurs. En Russie, le pouvoir de l'ingénieur était légitimé par le fait que l'on déclarait qu'il contribuait à la création du socialisme. Au Japon, le pouvoir de l'entrepreneur fut légitimé par la proposition qu'il remplissait un devoir national dû à l'empereur. Ce que l'exemple de l'Allemagne suggère c'est que l'idéologie de l'industrialisation était soutenue par ceux qui avaient le pouvoir dans l'État, afin que cette idéologie servît comme une force de légitimation, même si elle

25. Reinhard Bendix, *State and Society*, Boston, Little, Brown and Co., 1968, p. 352.

n'était pas nécessaire en tant que force initiatrice. Sans cela, le pouvoir de l'agent industrialisateur n'aurait pas été légitimé.

La théorie du changement social qui ressort est que le pouvoir sur lequel repose l'accumulation du capital et l'innovation sociale est antérieur au développement économique. Avant le développement, ce pouvoir existe et dans la violence légale de l'État et dans l'appropriation de moyens de production des classes dominantes. Les idéologies déterminent lequel de ces deux pouvoirs constitués est employé dans l'accumulation du capital. Le pouvoir de réduire la consommation des classes inférieures est une fonction nécessaire à l'accumulation du capital dans les deux cas. Les idéologies ne déterminent donc pas le pouvoir nécessaire au développement mais conditionnent quelle structure de pouvoir existant sera employée ; mais elles déterminent s'il y en aura un. Ces idéologistes sont causales seulement dans le sens qu'elles déterminent si ce pouvoir sera employé effectivement pour l'accumulation du capital. De plus, les idéologies tendent à légitimer les nouvelles utilisations du pouvoir dans l'innovation sociale. Mais les idéologies réussissent à légitimer les nouvelles relations du pouvoir seulement si l'idéologie des agents innovateurs devient effectivement l'idéologie de l'État.

On en vient donc à dire que les idéologies déterminent si un pouvoir existant sera employé pour l'accumulation du capital. Ceci va à l'encontre du marxisme qui veut que les changements de l'économie viennent de leur propre dialectique et que les idéologies en soient l'expression. La critique marxiste serait donc : d'où viennent les idéologies si elles sont les causes et non pas les effets dans le développement économique ? Dans un premier temps on peut répondre que si nous avons effectivement démontré que les idéologies étaient causales dans les situation étudiées, on ne l'invalide pas en demandant de remonter dans cette chaîne causale. Dans un deuxième temps, il faut dire que les origines des idéologies ne peuvent être trouvées abstraitement mais doivent être étudiées dans des conjonctures historiques particulières. Dans le cas de l'Angleterre, les idéologies libérales se sont développées d'une part, parce qu'il devenait évident que l'économie ne suivait plus les règles mercantilistes promulguées par l'État (*v.g.* : le taux d'intérêt réel était devenu indépendant du taux légal). D'autre part, elles se sont développées à cause du droit naturel de Bacon, Locke et d'autres. Donc les idées libérales ont été tout autant influencées par la formation des idées antérieures que par des réactions à l'économie. On peut même dire que, dans tous les cas, la réaction à la conjoncture historique a été fortement conditionnée par les idées antérieures. La force de ces idées était telle que, sans être suffisantes, elles étaient cependant indispensables.

RÉSUMÉ

Cet article propose une théorie causale du changement social qui déclenche le développement économique. La méthode consiste à comparer ce qui a déterminé le choix entre le pouvoir de l'État ou le pouvoir de classe comme moyen d'accumulation du capital et d'innovation sociale. La comparaison porte sur quatre exemples historiques : Angleterre, Allemagne, Japon et U.R.S.S. L'article conclut que ce sont les idéologies de ceux qui sont au pouvoir qui déterminent si c'est le pouvoir de l'État ou le pouvoir de la classe qui a été utilisé dans ces quatre cas.Toutefois, les idéologies sont considérées comme causales seulement en ce sens qu'elles déterminent laquelle des structures de pouvoir sera utilisée et comment. Le pouvoir de créer ces nouvelles structures nécessaires se trouve dans la monopolisation de la violence légale et dans la propriété des moyens de production par l'État et la classe dominante.

ABSTRACT

[*Power and Ideologies in the Economic Development*] This article attempts to develop a causal theory of the social change which initiates economic development. The method consists in determining what caused the choice between State power or class power to be used in the accumulation of capital and social innovation in England, Germany, Japan and the U.S.S.R. It concludes that the ideologies of those in power determined whether State power or class power was used in these four cases. However ideologies are seen as causal only in the sense that they determine which of existing power structures will be used and how they will be used. The power to create the new structures necessary rests in the monopolization of legitimate violence and in the ownership of the means of production of the existing State and dominant class.

RESUMEN

[*Poder e ideologias en el desarrollo económico*] Este artículo propone una teoría casual de cambio social que, pone en marcha el desarrollo económico. El método consiste en comparar lo que ha determinado la elección entre el poder del estado y entre el poder de una clase como medio de acumulación de capital y de innovación social. La comparación es realizada entre cuatro ejemplos históricos : Inglaterre, Alemania, Japón y U.R.S.S. El artículo concluye que, son las ideologías de los que detienen el poder que, determinan si es el estado o el poder de una clase que han sido utilizados en los cuatro casos. No obstante, las ideologías son consideradas como casuales solamente en el sentido de que, determinan cual de las estructuras de poder serán utilizadas y como. El poder de crear esas nuevas estructuras necesarias se halla en la monopolisación de la violencia legal y en la propiedad de los medios de producción por el estado y por las clases dominantes.